

Lindley Couronne directeur de Dis-Moi Maurice

« La National Human Rights Commission est devenue une farce nationale »

> Quel bilan faites-vous de l'année écoulée en matière de droits humains à Maurice ?

Il y a beaucoup de choses positives qu'il faut souligner. La création de la Equal Opportunity Commission (EOC) par le Premier ministre Navin Ramgoolam est certainement un pas dans la bonne direction, même s'il est encore trop tôt pour juger son action et en faire un premier bilan.

L'organisation Dis-Moi suit de très près sa position sur la question du billet d'avion 'à citoyenneté variable' (dossier que nous avons évoqué dans nos pages Dis-Moi de la semaine dernière) qui discrimine les Rodriguais, pourtant des citoyens de cette même République de Maurice.

> Oui, mais ce tarif préférentiel n'a-t-il pas été conçu pour 'booster' le tourisme à Rodrigues ?

Certainement. Mais le fait demeure que la situation actuelle, discriminatoire envers les résidents de l'île, est une attaque frontale contre la section 16(2) de la Constitution de Maurice (Ndir : qui interdit toute forme de discrimination à l'égard des citoyens) et nous sommes convaincus qu'elle n'est pas acceptable et que les juges y trouveront certainement à redire.

> Poursuivez donc avec les bons points...

Je dirai donc que la République de Maurice doit être relativement fière de la manière qu'elle a évolué depuis l'Indépendance en 1968. Notre Directeur des Poursuites publiques, contrairement à ce qu'insinue le leader de l'opposition Paul Bérenger, est une institution qui inspire confiance à la population. Notre Judiciaire est relativement fort crédible dans ce pays et il faut le souligner.

> Vous êtes donc satisfait que le Premier ministre défende bien les droits humains dans la ligne de votre argumentation ?

Je n'ai pas dit ça. Le Premier ministre Navin Ramgoolam est une bête politique et peut donc parfois donner l'impression d'être le guru des droits humains. Il n'assiste pas au sommet du Commonwealth au Sri Lanka, alors qu'il avait initialement l'intention d'y aller, sous la pression du lobby tamoul mauricien. Il coupe ainsi l'herbe sous les pieds de Paul Bérenger, l'autre animal politique du pays, qui avait décidé de jouer à ce sujet, « pile je gagne, face tu perds »...

> Que reprochez-vous donc au Premier ministre ?

Le problème avec Navin Ramgoolam, c'est qu'il donne des signaux contradictoires en matière des droits humains. Le Prime Minister Office fait dispenser des cours de droits humains à travers l'île (ce qui est une excellente initiative), mais en même temps, sa police continue de ne pas inspirer confiance à la population et agit de manière arbitraire. On arrête Nitin Chinien et Jamel Peeraly et on décide qu'ils doivent passer des semaines en cellule policière. Alors que, dans d'autres cas qui, en apparence, semblent plus graves, la caution est accordée par ces mêmes autorités policières.

> Oui, mais c'est le Commissaire de police qui



est responsable de ces décisions.

Certes, mais n'oublions pas que c'est le Premier ministre qui contrôle le ministère de l'Intérieur, et Navin Ramgoolam est un contrôleur hors pair. Il ne peut pas, comme il voudrait le faire, s'attribuer la paternité de tout ce qui marche bien et adopter l'attitude de 'pas moi, li ça' dans les autres cas...

Nous avons actuellement un Commissaire de police qui de deux choses l'une, soit est un roi 'nu' qui se laisse instrumentaliser par des 'mains invisibles', ce qui serait très grave, soit il outre-passe ses pouvoirs et décide arbitrairement selon les cas. Citons des cas concrets. Le citoyen Jean-Marie Richard (dont nous suivons le dossier de presse) est harcelé systématiquement par la police de Rampersad, la journaliste Catherine Boudet, de dénonciatrice, devient accusée par miracle et est menacée d'expulsion. Rampersad n'est pas

le commissaire Juggernaut et il devra se ressaisir et reprendre son rôle constitutionnel en toute impartialité. Mais en tout ça, je peux vous dire que les citoyens de ce pays ont commencé à prendre confiance ne la police... Ce qui est grave, selon Dis-Moi.

> Le Premier ministre, selon vous, peut donc mieux faire en matière de droits humains ?

Absolument ! Je vous cite une anecdote. J'ai une amie qui milite au sein d'Amnesty International à Genève. Un jour, elle m'a dit avec ironie qu'elle ne comprenait pas la position de Maurice par rapport aux Droits humains, l'État mauricien, selon elle, étant capable de tout et de son contraire. C'est-à-dire, capable de prendre des fois des positions progressistes, pour ensuite adopter des positions conservatrices.

> Et à Maurice, comment cela se traduit-il ?

Justement par la création d'une Equal Opportunity Commission, et parallèlement, de laisser la National Human Rights Commission tomber dans le ridicule. Disons-le franchement, la NHRC est devenue une farce nationale. Et il paraît que ses officiers (du moins c'est ce qu'affirment les citoyens qui viennent se plaindre chez nous) ont même commencé à avertir les membres du public qu'elle n'a pas les moyens de fonctionner correctement.

> Et son président Dheerujall B. Setulsingh dans tout cela ?

Le Premier ministre Navin Ramgoolam lui a donné une sinécure et il s'en est contenté.

> Le mot de la fin...

Il y a actuellement un cas qui nous a été rapporté et qui me choque personnellement. Mon amie Rita Vencatasamy, directrice du Cedem (Centre d'Éducation et de Développement pour les Enfants Mauriciens) saura toutefois en discuter mieux que moi. Je ne comprends pas par quelle logique, on place des enfants qui souffrent de troubles psychiatriques dans des centres destinés à offrir une éducation spécialisée, une thérapie spécifique à des enfants victimes d'abus physiques et sexuels. Quelqu'un quelque part n'est pas en train de faire son travail pour le bien-être de ces enfants abusés, marqués psychologiquement pour la vie.

Reprise des activités en janvier

L'année 2013 touche bientôt à sa fin. Les activités de Dis-Moi reprendront normalement au mois de janvier. Tous ceux et celles qui sont intéressés à suivre nos cours de formation en droits humains son priés de nous contacter sur le : 5 440 45 01. Par ailleurs tous les membres et sympathisants sont priés d'assister à la première assemblée générale de Dis-moi (Registration number : 13272) qui est prévu le 18 janvier 2014, à 10 heures aux Arcades Rittoo, Rose-Hill.

Les jeunes parlent droits humains

La formation de quatre semaines en Droits humains, organisée par Dis-Moi en collaboration avec la municipalité de Beau-Bassin tire à sa fin ce samedi. L'occasion pour les jeunes participants à ce cours de faire un bilan de ce que cette formation leur aura apporté.

Ils se sont d'abord exprimés sur leur visite au Parlement, le mercredi 27 novembre, certainement, le moment le plus fort de cette formation qui ne se veut pas seulement théorique.



Khoshick- Kurt- 'dans une cour d'école'

«A première vue, le Parlement, le lieu où se réunissent les membres de l'Assemblée et tous les ministres pour débattre des affaires du pays, paraît très grand, quand on voit les images à la télévision. Or, ce n'est pas vraiment le cas. Il n'y a pas vraiment beaucoup de places (une trentaine environ) pour permettre au membre du public d'assister aux débats, de manière démocratique, comme on le voit ailleurs dans d'autres pays.

Le décorum et impressionnant, les mesures de sécurité aussi : on doit laisser les sacs, les portables, les carnets, les appareils photos à l'extérieur. On nous demande de ne pas faire de bruit. Le jeu de rôle des députés est intéressant à suivre. Les membres de l'opposition posent des questions, auxquelles les ministres et le Premier ministre doivent répondre. Exactement comme dans une salle de classe où le prof demande aux élèves de répondre sans faute, même dans le chahut. Le Speaker de l'Assemblée est intervenu à plusieurs reprises pour réclamer le silence pour que les débats sur l'examen des dispositifs du Budget 2014 puissent continuer. C'est vraiment bizarre de voir nos dirigeants, sensés nous donner l'exemple, se comporter, se chamailler comme des gosses, dans une cour d'école. Khoshik de conclure : «Certes, il vaut peut-être mieux que nos élus des deux bords se disputent et se chamaillent ainsi, au lieu de se bagarrer ou se taper dessus à coups de chaises comme notre télévision l'a montré dans d'autres pays.»



Prisca-Neha-Savika : « Défendre les enfants »

«Nous venons de quitter l'école. Nous avons été impressionnées par le décorum du Parlement, avec le Sergeant at Arms, l'hymne national, et tout cela. Mais, nous sommes aussi choquées par ce comportement de gamins indisciplinés de nos élus, qui doivent se faire rappeler souvent à l'ordre. Sinon, parmi les divers 'topics' abordés durant cette formation, le sujet qui nous a le plus marqué, c'est celui concernant les droits des enfants, qui sont souvent victimes d'abus, de diverses formes de violence. Il y a aussi les discriminations au travail, à la maison, dont font l'objet les femmes dans notre pays. Nous pensons que si nous devons nous engager plus loin dans la promotion des droits humains, c'est dans cette voie que nous le ferons.»



Shameemah-Aanisah « Protéger les vieux »

«Cette formation de quatre semaines nous a permis de mieux dialoguer avec nos parents», soulignent Shameemah-Aanisah. Ils se sont beaucoup intéressés à que nous apprenons. Nous avons appris à discuter de sujets que nous n'abordions jamais avant à la maison : le respect/protection des droits de l'homme, les discriminations dont font l'objet certains groupes (ex : homosexuels), en raison de leur mode de vie ou de leur religion. Nous avons été très sensibles aux questions touchant aux droits de la femme, l'accès à l'éducation. S'il nous faut nous engager, ce sera en faveur des personnes âgées dont les droits sont de plus en plus bafoués dans notre pays et pour lesquels beaucoup de Mauriciens ne font pas attention. Il y a une montée de violence à leur égard qui ne choque plus personne...»



Olivier-Evans – « Aller plus loin »

«Quatre semaines, c'est définitivement pas assez pour en apprendre assez sur les droits humains. Il y a tellement de sujets à approfondir. C'est pourquoi nous nous engagerons dans les activités de Dis-Moi. Il y a tellement à faire par rapport aux abus, vexations policières, la violence à tous les niveaux, dans la rue, à l'école. C'est effrayant et cela doit nous interpeller nous les jeunes qui doivent bâtir un monde meilleur, plus juste. Par rapport au Parlement, nous nous sommes rendu compte que beaucoup d'élus ne connaissent pas leurs dossiers et qu'en fait, le plus gros du travail est abattu par leurs conseillers et collaborateurs qui leur 'soufflent' leurs réponses par écrit. Cela pose des questions sur l'intérêt d'avoir autant de ministres pour un si petit pays, si ce sont les autres qui font le plus gros du boulot à leur place.»



DIS MOI
DROITS HUMAINS Océan Indien

DIS-MOI (Droits Humains-Océan Indien) est une organisation non-gouvernementale qui aide à promouvoir la culture des droits humains dans la région du Sud-Ouest de l'Océan Indien, notamment les Seychelles, Maurice, Rodrigues, Madagascar et les Comores. Fondée en 2012, l'organisation milite pour la défense et l'enseignement des droits humains.

DIS-MOI, ARCADES RITTOO, ROSE-HILL
TEL.: 5 4404501 - info@dismoi.org

DISCLAIMER

Les informations contenues dans ces deux pages n'engagent que l'association DIS-MOI (Droits Humains Océan Indien) et les intervenants. La reproduction, la diffusion et /ou la distribution de ces informations ne sont pas autorisées sans la permission de DIS-MOI.